

23 mai 2003

Conférence de presse de M. Jean Charest, premier ministre du Québec, et de M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre de la République française Hôtel du Parlement

[ Le modérateur: Alors, M. Charest va procéder à sa déclaration.]

[ M. Charest:] Alors, bienvenue, mesdames et messieurs, ministres, collègues ministres et députés, M. le délégué général, M. le consul, M. le premier ministre Raffarin. Nous recevons aujourd'hui le premier ministre de la République française pour la première fois depuis que nous avons été respectivement élus, et l'histoire a voulu faire en sorte que nous nous rencontrions alors que M. le premier ministre Raffarin assume la première année de son mandat, et nous, bien, c'est à peu près le premier mois de notre mandat. Alors, on est tous les deux très jeunes dans nos mandats respectifs. Mais nos rencontres s'inscrivent dans une histoire qui est centenaire entre la France et le Québec. D'ailleurs, demain, nous allons, le 24 mai, souligner l'arrivée de Champlain à Baie- Sainte-Catherine, qui arrivait le 24 mai 1608, et c'est donc dire à quel point il y a là une relation qui ne s'est pas démentie depuis tout ce temps.

On a souligné récemment le 40e anniversaire de l'ouverture de la Délégation générale du Québec à Paris, et l'année prochaine ce sera l'occasion de souligner le 40e anniversaire des relations privilégiées entre le Québec et la France. On a voulu donner à cette rencontre tout son sens surtout dans la continuité de l'histoire, mais aussi en soulignant les 40 premières années on a voulu marquer une nouvelle ère dans les relations France-Québec. C'est donc l'occasion pour nous de faire l'inventaire et de jeter un coup d'oeil vers l'avenir.

Et l'histoire a voulu aussi que M. Raffarin et moi partagions beaucoup en commun, à ce point où M. Raffarin a visité ma région natale de l'Estrie, Sherbrooke, à trois reprises dans les dernières années, qu'il est le fondateur de Futurallia où nous étions hier, et que Futurallia a fait sa première visite à l'extérieur de la France dans ma région de Sherbrooke en l'an 2000. Et c'est donc dire à quel point il y a des liens qui dépassent, soit dit en passant, ce projet fantastique que vous aviez initié et qui vont même plus loin que ça puisque l'Université de Sherbrooke a, depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, une entente de double diplomation avec l'École supérieure de commerce de Poitiers. Alors, il y a là, donc, des relations qui personnellement nous interpellent tous les deux. M. Raffarin a eu l'occasion de participer à la réunion des premiers ministres, évidemment. Nos collègues ministres ont beaucoup travaillé dans la continuité de ce qui s'était fait et, sans repasser en détail la déclaration que nous avons signée il y a quelques minutes, cette nouvelle alliance franco-québécoise, permettez-moi de relever certains éléments qui me paraissent très importants. Un élément qui est toujours d'actualité, c'est celui de la diversité culturelle. Pour le Québec, c'est un dossier extrêmement important. Nous nous réjouissons du partenariat que nous avons avec le gouvernement français, du travail qui a été fait, entre autres à l'UNESCO, à l'OMC pour que nous puissions défendre notre droit de défendre... c'est-à-dire de maintenir notre culture et surtout défendre le droit des États d'intervenir directement en soutien à la culture, que ce soit les médias électroniques, que ce soit les publications ou autrement. Il y aura donc des étapes très importantes à venir, entre autres à l'UNESCO, dans le cadre de l'OMC et on s'est engagés à travailler et à continuer à travailler en étroite collaboration. Deuxième élément que je relève c'est, évidemment, la défense et la promotion de la langue française, de notre culture, ou notre travail sur les stratégies conjointes qui est absolument vital. Troisième élément que je relève, c'est celui du développement économique. Et là, il y a un aspect qui est tout à fait nouveau et qui rejoint les mandats respectifs

que nous avons demandés à nos populations. Si vous connaissez un peu l'histoire politique de M. Raffarin, vous savez qu'il est beaucoup... qu'il se présente comme étant un homme des régions et il se fait défenseur des régions. Et, si vous connaissez un peu l'histoire de la campagne électorale que nous venons de vivre au Québec, vous savez aussi que cette campagne s'est faite beaucoup en mettant l'accent sur l'importance du développement des régions. Or, pour l'avenir, dans la perspective de notre développement, nous avons convenu que ce développement passe de part et d'autre par nos régions respectives et que Futurallia est un excellent exemple de ce que nous pouvons réaliser ensemble. Nous y croyons tellement que nous avons aussi décidé aujourd'hui, dans le cadre de nos échanges, et ce depuis hier, de préparer un projet-pilote, la France et le Québec ensemble qui seraient appelés à se déplacer à l'extérieur possiblement – je vous dis possiblement parce que c'est à l'état de projet – vers le Mexique dès l'année 2004 pour réaliser un déplacement de prospection de PME, de réseautage d'entreprises un peu sur le modèle de ce qu'a réalisé Futurallia. C'est donc dire qu'il y a une nouvelle perspective qui s'ouvre dorénavant dans nos relations. Dans nos échanges, cet après-midi, même si ce n'est pas prévu dans le détail de la déclaration qu'on vous a remise, on a même poussé un petit peu plus loin, à la suggestion du premier ministre, pour justement faire la même chose dans le domaine de l'éducation, et puisque nous avons cet exemple de double diplomation de l'Université de Sherbrooke et qu'il y a là une tendance qui se confirme, pourquoi ne pas pousser plus loin, pourquoi ne pas faire en sorte que nous puissions également, également, travailler ensemble pour que nous puissions aller vers d'autres territoires, d'autres pays, et recruter des étudiants qui seraient intéressés à des programmes de double diplomation qui touchent à la fois le Québec et la France.

Et finalement, je vous dirais qu'un des projets qui nous interpellent également au niveau de l'administration publique, c'est celui de la mise en place d'un gouvernement en ligne. Chez nous, au Québec, c'est un projet qui me tient personnellement à coeur. J'y vois là une occasion de conjuguer nos efforts dans la révision du rôle de l'État qui sera le grand projet de la prochaine année du gouvernement du Québec, en même temps qu'il y a chez nous des mises à la retraite assez importantes. Il y a 40 % de la fonction publique québécoise appelée à prendre sa retraite d'ici les 10 prochaines années. C'est beaucoup, beaucoup de personnes et, en même temps, l'émergence de nouvelles technologies. Il y a donc trois éléments qui se conjuguent et qui, de notre point de vue à nous, présentent une occasion absolument unique de mettre en place de nouvelles façons de faire pour rapprocher les services des citoyens, et la création de gouvernement en ligne, pour nous, c'est le véhicule que nous avons privilégié pour livrer ces services, et nous sommes très intéressés à collaborer ensemble pour que nous puissions livrer cette nouvelle façon d'offrir des services à nos citoyens.

Alors, je termine là-dessus, et je vous donne maintenant la parole, M. Raffarin, en vous réitérant à quel point nous sommes heureux de vous avoir avec nous, au Québec.

[ M. Raffarin: Merci, M. le premier ministre. Je suis moi-même très heureux d'avoir pu participer à cette visite alternée des premiers ministres québécois et français et que nous ayons pu dégager un projet articulé autour de quatre grandes priorités pour les années qui viennent en ce qui concerne le renforcement de la coopération des initiatives entre le Québec et la France.

Je crois que les premiers bénéficiaires de l'amitié franco- québécoise, ce sont les jeunes. Nous avons engagé un certain nombre d'initiatives pour que les jeunes soient vraiment au coeur même de la réflexion stratégique qu'est la nôtre, d'abord pour l'emploi, ensuite pour la formation. Nous voulons faire en sorte que des initiatives soient multipliées en matière d'emploi, en matière de

création d'entreprises, en matière d'échange d'entreprises, de développement d'entreprises. Nous avons organisé d'ores et déjà des partenariats économiques et nous avons des projets pour, ensemble, être, l'un et l'autre, des animateurs pour le continent dont nous avons l'un et l'autre le privilège de l'enracinement. C'est pour ça que nous envisageons une action commune au Mexique, avec des entreprises québécoises et françaises, pour aller chercher des projets, construire des alliances, bâtir des emplois qui seront utiles à nos pays. Je pense que nous aurons aussi, sur le continent européen, ensuite, une étape prochaine, on pense peut-être à Bruxelles. Nous verrons ensemble comment nous allons construire finalement le fait que nous dépassons maintenant, simplement, les accords entre entreprises québécoises et entreprises françaises pour qu'ensemble, Québec et la France, nous puissions mener des initiatives entrepreneuriales dans le continent de l'autre, au Mexique d'abord, en Europe ensuite.

Nous voulons également valoriser la mobilité des jeunes et faire en sorte qu'on puisse multiplier l'accueil des jeunes. C'est le rôle renforcé de l'Office franco-québécois pour la jeunesse. C'est le rôle dynamique de la création, ensemble, d'un effort international, là aussi, pour ouvrir des places dans nos universités pour valoriser, dans l'ensemble du système éducatif, l'accueil des jeunes. C'est, je crois, très important. Et, vraiment, c'est une étape essentielle dans notre coopération que d'essayer de faire en sorte que les jeunes du Québec et de France aient envie de changer de continent et de faire vivre la relation transatlantique. Nous nous sommes donné des moyens pour que les jeunes du Québec et de France puissent avoir des possibilités économiques, éducatives, de renforcer la mobilité.

Évidemment, deuxième grand sujet, la diversité culturelle. La diversité culturelle, c'est, pour nous, un projet politique. Nous l'avons même dit, et clairement, dans le monde, à une période de tension très forte. Récemment, nous avons expliqué pourquoi nous voulions un monde multipolaire, pourquoi nous voulions un monde qui respecte les diversités des uns et des autres. Nous ne pensons pas que l'avenir du monde, ce soit le choc des civilisations. Nous ne pensons pas que l'avenir du monde, c'est le combat des riches contre les pauvres, du Nord contre le Sud. C'est la reconnaissance de la spécificité des uns et des autres, le respect de la culture des uns et des autres. Cette diversité culturelle est au coeur de notre combat. Nous sommes très attachés à cela et nous voulons valoriser par un certain nombre d'initiatives, notamment, prochainement, à l'UNESCO, la diversité culturelle comme un véritable projet politique de la mondialisation qui est aujourd'hui en développement.

Sur les autres sujets, autres commentaires que je voudrais formuler, en effet, nous sommes très attachés au fait régional. Je suis très attentif à la politique nouvelle menée par le Québec pour bâtir un réseau de structures infraquébécoises, donc avec des régions, avec des territoires organisés. C'est très important. Et, à la mi-novembre, comme nous l'avons fait il y a deux ans ici, à Québec, à Bordeaux, nous réunirons toutes les collectivités territoriales, québécoises et françaises qui participent à des jumelages, à des initiatives et à un certain nombre de partenariats qui sont essentiels dans cette organisation en réseau de notre dynamique de projets communs. C'est un élément, je crois, fort de notre coopération, de passer aussi la main un peu à la société civile, aux territoires pour qu'ils puissent partager des initiatives et bâtir ensemble des projets de développement, et notamment des projets de coopération culturels, économiques ou sociaux. Enfin, ce qui me paraît très important – et je termine par ce point – c'est que, quand on regarde bien l'évolution de nos sociétés, nous voyons bien que nous sommes confrontés strictement aux mêmes problèmes: le vieillissement de la population, la nécessité d'organiser mieux nos services publics, au fond d'être dans la situation d'adaptation permanente pour faire en sorte que les citoyens aient,

de leurs pouvoirs publics, les services modernes et justes qu'ils attendent. C'est pour ça que nous avons besoin de travailler ensemble, et sur les méthodes de réforme de l'État, et sur les gouvernements, c'est-à-dire toute la capacité de l'administration en ligne. On voit que nous avons besoin d'un développement de nouvelles technologies pour faire en sorte que les services soient accessibles avec de meilleures qualités et de meilleures normes qualitatives pour les citoyens de nos deux pays.

Donc, nous avons un grand nombre de sujets sur lesquels nous voulons travailler. Je pense à la fiscalité, je pense à la création d'entreprises, aux systèmes sociaux, au tourisme, à un grand nombre de services où le citoyen a besoin d'informations. Il est clair que les nouvelles technologies demandent aujourd'hui de la concertation pour pouvoir fournir ce service en ligne, qui est une perspective nouvelle de l'administration publique, et je suis très heureux qu'un grand nombre de parlementaires français ici présents – une douzaine d'entre eux sont ici – vont participer à toute cette dynamique, parce qu'il ne s'agit pas simplement d'une décision de deux gouvernements, il s'agit vraiment d'une décision qui doit être partagée par nos majorités respectives, par la société civile et par les territoires pour vraiment faire vivre l'amitié franco- québécoise. J'avais eu l'occasion de le dire: l'amitié, c'est bien, les preuves d'amitié, c'est encore mieux, et c'est ce que nous avons fait aujourd'hui.]

[ M. Charest:] Alors là, on va avoir beaucoup de preuves d'amitié, on va avoir la période de questions, monsieur.

[ Le Modérateur: Qui est consacrée, je le rappelle, uniquement aux questions de relations bilatérales, en utilisant les microphones pour les questions, en français tout d'abord.

Journaliste: M. le premier ministre Raffarin, vous avez dit en entrevue au journal Le Soleil, et je cite: «Je pense que l'architecture canadienne telle qu'elle est bâtie est destinée à concilier identité et solidarité.» En tenant compte de l'expérience en Europe, en quoi le rôle du Québec, l'importance du Québec dans cet effort de concilier la solidarité et l'identité canadiennes?

M. Raffarin: C'est la capacité formidable qu'a eue le Québec de mettre sa culture en avant et de résister quatre siècles durant pour ses valeurs, pour sa langue, pour sa culture. Cette force, c'est la force du temps, c'est la force, aujourd'hui, qui s'affirme avec fierté, qui est pour nous tous un exemple extraordinaire. Nous sommes en train de construire une nouvelle constitution européenne. Nous voulons que cette nouvelle constitution européenne soit capable de défendre les identités, mais aussi capable d'affirmer l'unité, car il faut une capacité stratégique, il faut une capacité de décision et, notamment au niveau européen, nous souhaitons une stabilisation de notre pluralisme national. Donc, je trouve qu'il y a au Québec... et, auprès de Jean Charest, nous avons eu beaucoup de discussions, j'ai trouvé cette fermeté dans la capacité de défendre l'identité comme un élément moteur d'avenir, pas une force nostalgique, mais une force de création, tout en acceptant les exigences de l'unité et de la capacité stratégique.

Journaliste: Donc, selon vous, l'unité canadienne est une clé importante pour la réussite du Québec en ce qui touche la diversité culturelle?

M. Raffarin: Je ne suis pas un spécialiste constitutionnel du Québec, du Canada et de l'Amérique du Nord en général. Ce que je peux vous dire, c'est que je suis admiratif sur la capacité qu'a eue le Québec de défendre ses valeurs, ses convictions, et je crois qu'aujourd'hui, dans le monde dans

lequel nous sommes, où la banalisation et la standardisation est une menace permanente, l'exemple québécois mérite d'être médité.

Journaliste: M. Raffarin, pour défendre la diversité culturelle sur la scène internationale, le Québec a un handicap: ce n'est pas un pays, c'est une province. Qu'êtes-vous prêt à faire pour soutenir le Québec sur la scène internationale afin de défendre ses idées?

M. Raffarin: Nous sommes tout à fait attentifs à respecter le choix de nos amis, et quel que soit le choix des Québécois, nous l'approuvons. Et nous avons, de tous temps et depuis que le général de Gaulle a exprimé un certain nombre de messages forts... De tous temps la République française a décidé d'être l'ami du peuple québécois avec le respect de ses choix.

Journaliste: Permettez-moi de vous poser ma question autrement. Le Québec au sein... Une voix: Deuxième essai.

Journaliste: Au sein de certaines instances internationales, le Québec ne peut pas être présenté, ou le Québec n'agit parfois qu'à titre d'observateur. Comment alors une province peut défendre fermement la diversité culturelle et comment cette province peut compter sur la France? M. Raffarin: Il y a naturellement deux questions dans la vôtre. La première, c'est: comment le Québec peut être présent. Ça, c'est une question qui concerne le Québec. Comment est-ce que le Québec peut compter sur la France, c'est une question qui concerne la France. Je crois que la meilleure façon de travailler, ce n'est pas simplement de ressasser une nostalgie ou de ressasser des relations anciennes, historiques, c'est de construire ce que nous avons fait aujourd'hui, un programme pluriannuel avec des priorités en ayant mis en place les structures capables de mettre dans le concret ces choix politiques. Et le Québec peut compter sur la France pour être fidèle à la lettre, à l'ensemble des décisions que nous avons prises en commun. C'est ça la véritable amitié, c'est non seulement de prendre des engagements, mais c'est de s'engager dans la tenue de ces engagements.]

[ M. Charest:] Peut-être juste une précision pour ceux qui sont moins familiers avec notre système politique. Le gouvernement fédéral a en principe la capacité de conclure des ententes, des traités, sauf que dans notre régime juridique à nous, notre système de droit, il ne peut pas s'engager dans des domaines de compétence qui relèvent de l'Assemblée nationale du Québec. Ils ne peuvent pas le faire sans notre autorisation. Et le système fédéral est fait de façon telle à ce que nous puissions utiliser cette flexibilité pour que nous puissions parler en notre nom à l'UNESCO. Ça a déjà été fait. Et nous, nous allons beaucoup insister pour parler en notre nom.

D'ailleurs, juste pour aussi ajouter un élément de contexte qui est très important, le gouvernement fédéral et le gouvernement actuel, le gouvernement précédent étaient sur la même longueur d'onde sur la question de la diversité culturelle. Il n'y a pas de désaccord. Et ça remonte même – j'ai eu l'occasion de le dire lors de la réunion des premiers ministres – ça remonte à 1988 lors de la négociation de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis où nous avons fait une bataille en règle pour exclure les questions de culture de l'Accord commercial. C'est donc un sujet que nous connaissons très bien, et nous allons effectivement, comme M. Raffarin vient de le dire, profiter des alliances pour continuer à défendre, avec beaucoup, beaucoup de fermeté, cette exclusion.

[ Journaliste: J'ai une question, en fait, qui se rattache un peu à ça. Le Canada et la France ont des

problèmes communs et notamment un particulier, c'est une certaine détérioration des relations avec les États-Unis. Est-ce que, en fait, vous avez abordé cette question-là lors de votre voyage? Et est-ce que les ententes signées aujourd'hui font partie d'une espèce de stratégie visant peut-être à contrer cette détérioration, et détérioration qui pourrait être accentuée par votre décision justement de faire la promotion d'une diversité culturelle?

M. Raffarin: Excellente question. Next one!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Raffarin: Non, excusez-moi, je me suis pris pour un Américain quelques instants. Juste un mot pour vous répondre sérieusement. Nous sommes les amis des Américains. Nous avons des relations historiques avec les États-Unis, et je crois vraiment qu'il est très important de réaffirmer ce que le peuple de France, et ce que l'Europe, pour sa liberté, doit aux États-Unis, mais aussi d'ailleurs au peuple canadien qui a donné son sang pour notre liberté. Donc, nous sommes très attachés à cette histoire. Et notre camp, qui est le camp de la démocratie, n'est pas ambigu. Et nous sommes évidemment très déterminés à ce que la démocratie progresse en permanence dans le monde. Et nous n'avons aucun regret pour le régime de Saddam Hussein. Ce que nous disons avec clarté, c'est que nous voulons, pour ce qui est de la situation en Irak, à la fois la restauration de la souveraineté de l'Irak, mais aussi la reconstruction rapide, économique et sociale, de ce pays. Et c'est pour ça que, de manière positive et constructive, la France s'est comportée, au Conseil de sécurité, comme un partenaire loyal, ces dernières heures, pour approuver la résolution qui a été votée. C'est donc en partenaire loyal, en ami fidèle que nous parlons.

Mais nous parlons avec franchise. Et nous nous apprêtons à accueillir, à Évian, le G8 et donc le président Bush dans quelques semaines, dans quelques jours même. Et nous disons clairement que nous sommes très attachés à une vision du monde qui ne soit pas une vision bipolaire mais une vision ouverte, une vision humaine de la mondialisation. Et, comme à Kananaskis, on a placé l'Afrique comme dossier très important, nous placerons, à Évian, le dossier du développement comme un dossier essentiel de l'avenir de la mondialisation. Et le président français Jacques Chirac mène ce combat avec détermination, notre ambition, c'est l'humanisation de la mondialisation. Ceci ne nous paraît pas contraire aux convictions de nos amis américains.]

[ M. Charest:] Si vous me permettez, je ne vous cacherai pas qu'il y a une préoccupation du côté québécois – vous l'avez noté au moment où j'ai fait un déplacement vers les États-Unis il n'y a pas très longtemps, après notre élection – au sujet des relations que nous avons avec nos voisins américains, et j'ai eu l'occasion de recevoir, cette semaine, l'ambassadeur américain, M. Celluci. Avec un peu de recul, ce qui en ressort, c'est que, de temps en temps, il est arrivé dans notre histoire que nous ne soyons pas du même avis. C'est tout à fait normal. Au-delà de ces différences, il y a des liens qui sont tissés très serrés entre nous, comme c'est le cas entre nous et la France et nous et nos voisins du Sud. Alors, il faut respecter les différences d'opinion. Et tant du côté américain que du côté québécois de la frontière, les gens, avec un peu de recul, reconnaissent que les choses vont reprendre leur cours normal et que ce n'est pas anormal que nous puissions...

Et je pense que les Américains ont bien compris du côté québécois que notre opposition à l'intervention en Irak était le reflet de nos valeurs, qu'il y a chez nous un courant pacifiste. C'est vrai, il est là depuis toujours. Mais ce n'est pas un courant anti- américain et ça ne l'a jamais été et, en ce sens-là, la France et nous, on se rejoint beaucoup sur ces valeurs. Et même, avec un peu de recul, je

suis convaincu qu'il y a quelqu'un aux États-Unis qui va se rappeler d'où vient la Statue de la Liberté. Ils ont beaucoup voulu, hein, mettre en lumière, suite aux événements du 11 septembre et par la suite... et en se rappelant un petit peu leur histoire, je pense que chacun découvrira que les liens qui nous unissent sont beaucoup plus profonds que les désaccords qui peuvent de temps en temps se présenter.

[ M. Raffarin: Pour les amateurs d'histoire d'ailleurs, un des points de départ de Samuel de Champlain aujourd'hui est le lieu de la reconstruction de l'Ermione.

Journaliste: Justement, je voudrais vous amener sur des enjeux plus locaux. Vous parlez de Champlain, la ville de Québec va fêter 400 ans d'histoire en 2008, vous avez dit aujourd'hui à l'hôtel de ville que la France allait appuyer un projet ou les projets. Voulez-vous nous dire ce que vous avez l'intention d'appuyer? Et est-ce qu'on vous demande des appuis financiers? De quel type exactement?

M. Raffarin: J'ai reçu comme un grand honneur que la ville de Québec demandait à la France de participer aux cérémonies du 40e centenaire de l'installation de la population à Québec à la suite, donc, du voyage de Champlain. Vous savez, donc, depuis... entre 2004 et 2008, un certain nombre d'événements pourront être célébrés, mais l'implantation fixe est celle de 2008. La ville de Québec a demandé à la France de travailler avec elle sur un projet de célébration et un projet lié à l'urbanisme de la ville, et j'ai tout à fait donné mon accord pour qu'une mission de préfiguration puisse travailler sur ce dossier et qu'on puisse expertiser les conditions d'intervention. Mais je crois qu'il y a là un événement historique qu'il nous faut célébrer en France, et la mémoire du Québec nous touche, et la mémoire de la ville de Québec nous a touchés et nous répondrons à cette demande.]

[ M. Charest:] Vous permettez, juste dans la même veine, j'ai eu l'occasion de réitérer au premier ministre Raffarin ce que j'avais eu l'occasion de demander à M. Abdou Diouf lorsque je l'ai vu au mois de février, c'est-à-dire que la ville de Québec aimerait beaucoup recevoir le Sommet des chefs de gouvernements de la francophonie en 2008 justement pour souligner le 400e anniversaire de la fondation de la ville de Québec.

Alors, évidemment, le gouvernement de M. Raffarin ne vous donnera pas une réponse aujourd'hui parce que ce n'est pas à eux de toute façon à prendre la décision, c'est une décision qui se prend dans les instances de la Francophonie, mais on a voulu réitérer à nouveau notre volonté de recevoir le Sommet en espérant recevoir l'appui du plus grand nombre de pays [ Journaliste: Vous allez rencontrer tout à l'heure M. Landry, et vous avez tous les deux dit que vous étiez portés sur la régionalisation. Et M. Landry, justement, M. Charest, ce matin a dit justement que depuis un mois, depuis votre gouvernement, vous vous êtes surtout permis de détruire ce que eux avaient bâti plutôt que de construire, et il vous accuse de semer la panique dans les régions en freinant des projets de développement économique. Qu'est-ce que vous répondez à M. Landry?]

[ M. Charest:] Il parlait à M. Raffarin ou à moi? [ Journaliste: Il vous parlait à vous, hélas. ] [ M. Charest:] Ah bon. Écoutez, je n'ai pas l'intention de reprendre les propos de M. Landry et je ne voudrais surtout pas vous priver de l'occasion d'entendre M. Raffarin, alors on va répondre aux questions qui touchent nos relations, et on aura l'occasion de revenir là-dessus pendant les quatre prochaines années.

[ Journaliste: Oui, mais moi, je n'aurai pas d'autre occasion aujourd'hui de vous poser la question, M. Charest.]

[ M. Charest:] Oui, je comprends que vous n'en aurez pas d'autre, mais il faudra malheureusement vous priver de réplique.

[ Le Modérateur: On va prendre une dernière en français.

Journaliste: M. Raffarin, vous avez dit, hier, vous l'avez répété tout à l'heure: L'amitié, ça se trouve. Vous êtes venu chercher en quelque sorte certaines preuves d'amitié. Or, on ne peut pas dire que vous repartez les poches pleines d'investissements ou d'engagements d'investissements. Est-ce que vous avez eu des rencontres peut-être qui ne paraissent pas sur votre agenda officiel avec soit des entreprises québécoises qui vous permettent d'espérer des engagements, des investissements, l'installation de nouvelles entreprises québécoises? Et, surtout, il y a de grosses sociétés d'État, Hydro-Québec, la SGF, Investissement Québec, est-ce qu'il y a des rencontres et des possibilités de ce côté-là? Et je poserais la même question à M. Charest, est-ce que la nouvelle SGF et Investissement Québec pourraient toujours être intéressées à des investissements en France? M. Raffarin: Comme on dit en québécois: Ou vous êtes chanceuse, ou vous êtes bien informée, hein. J'ai eu, en effet, des contacts sur des projets significatifs avec des industries d'envergure ici à Québec et j'ai confiance en quelques grands projets sur lesquels nous travaillons de part et d'autre de l'Atlantique.

Journaliste: Par exemple?

M. Raffarin: Mais il est trop tôt pour en parler parce que, par définition, ce sont des projets à la fois stratégiques et qui sont fondés sur des dossiers de recherche et, sur ces questions-là, mieux vaut être discret tant que les projets ne sont pas finalisés. Mais je tiens à vous dire que, d'ores et déjà, quand nous avons 55000000 \$ d'échanges entre les petites et moyennes entreprises, je crois que c'est aussi un des éléments très importants. Et quand on compte maintenant les accords qui sont entrepris chaque année qui se comptent pratiquement par centaines entre la France et le Québec, ce sont des formes nouvelles de développement et qui ne sont pas toujours celles des grands contrats et des grandes entreprises. Mais je crois vraiment que l'avenir de nos relations ce n'est pas seulement les grands contrats et les grandes entreprises, c'est aussi une implantation permanente de petites et moyennes entreprises qui apprennent à travailler quotidiennement. ]

[ M. Charest:] Et c'est important de se rappeler que ce sont surtout les PME qui sont générateurs d'emplois, hein! 85 %, je crois, des emplois créés au Québec dans les dernières années sont créés par les petites et moyennes entreprises. C'est bien connu que les grandes entreprises font beaucoup de gain d'efficacité lorsqu'ils font des investissements, mais souvent au détriment de l'emploi. Et on ne cherche pas à les décourager, au contraire, on veut qu'ils puissent faire des gains de productivité. Alors, il faut faire très attention lorsqu'on mesure les investissements dans les grands parce que ce n'est pas toujours synonyme de création d'emplois, tandis que du côté des PME c'est toujours synonyme de création d'emplois.

[ Journaliste: Mais Investissement Québec, par le biais du programme FAIRE, aide beaucoup les PME qui ont des partenariats avec des entreprises françaises. Est-ce que Investissement Québec va continuer d'être intéressée à investir à l'étranger et en France? ]

[ M. Charest:] Mais, voilà, je vais faire plaisir à M. Plouffe, puis je rejoins un petit peu sa question, on a reçu un mandat, nous, le 14 avril dernier, de faire différemment, hein, de changer justement la façon dont le gouvernement choisit d'intervenir auprès des entreprises. Or, il s'avère qu'au Québec nous dépensons quatre fois plus que l'Ontario, plus que toutes les autres provinces mises ensemble en termes d'intervention pour l'État. Les crédits d'impôt, les subventions aux entreprises, c'est plus de 4000000000 \$ de dépenses dans une seule année. Alors, on va évidemment revoir l'utilisation des instruments.

Est-ce qu'il y aura une SGF? La réponse, c'est oui; est-ce que Investissement Québec va exister? La réponse, c'est oui, mais elle n'existera pas dans la forme où elle existe actuellement.

[ Le Modérateur: On va passer en anglais. Sophie.]

[ M. Charest:] Ah, pour les... oui, il y aura toujours des collaborations. On l'espère.

[ Journaliste: O.K. On avait rendez-vous hier...

Une voix: En anglais.

Journaliste: Attendez, parce que je vous ai posé une question, M. Raffarin, hier, et vous m'avez dit: On va se revoir demain. Alors, aujourd'hui, je vous repose la question, et je vous ai demandé: Qu'est-ce que vous aimez tant du Québec?

M. Raffarin: Je veux dire, ce que je trouve vraiment extraordinaire, c'est que nous avons de vraies différences. Nous avons des géographies, des éléments structurants de nos sociétés qui sont très différents, mais nous nous comprenons. Nous parlons la même langue, nous avons un patrimoine commun. Et donc, je connais peu d'échanges aussi fertiles que celui du Québec et de la France, parce que nous ne sommes pas identiques. Ce n'est pas le dialogue avec un miroir. Nous sommes ici avec des Nord-Américains qui ont avec nous une énorme proximité, mais aussi d'immenses différences, et je crois que le dialogue entre Nord-Américains et Européens est un dialogue d'avenir. Et je trouve qu'il y a cette proximité, cette sympathie, cette affection entre les peuples qui nous rend curieux l'un de l'autre, et nous ne sommes pas déçus par cette curiosité, parce que nous ne nous regardons pas nous-mêmes, et nous sommes vraiment, sur un grand nombre de sujets, je pense, par exemple, à la Société de l'information, ce sont des sujets très importants pour lesquels je trouve que nous avons aujourd'hui des approches différentes et pour lesquels je trouve que la France et l'Europe ont intérêt à prendre modèle sur ce qui se passe ici.

Le Modérateur: En anglais.

Journaliste: Oui, il y a une question pour vous deux. First, M. Charest. Given that you've recently met Secretariat of State Collin Powell, you spoke to M. Celluci earlier this week, and there seems to be a sensus of both sides in Canada that they want to repair the relations with the United States, can you directly play a role in that? Et deuxièmement, M. Raffarin, si vous pouvez également répondre en écoutant, puisque vous et M. Chrétien avez dit hier, à Ottawa, il me semble que vous voulez tous les deux réparer vos relations avec les États-Unis, est-ce que M. Charest, avec ses bonnes relations avec les Américains, peut jouer un rôle direct à assister le processus?]

[ M. Charest:] Bon. Est-ce que vous voulez la réponse en anglais ou en français ou...

[ Des voix: Ha, ha, ha!]

[ M. Raffarin: Je vous remercie de m'avoir demandé ma réponse en français. Nous n'avons pas ni à nous faire pardonner ni à chercher à raccommoder quelque relation que ce soit. Nous avons agi avec conviction dans la tradition de nos valeurs, et notamment de cette pensée universelle pour laquelle la France s'est toujours battue, la défense des droits de l'homme et l'idée que tous les conflits qui sont ceux de la planète doivent d'abord être traités avec des solutions politiques et que la guerre reste et doit rester toujours que l'ultime solution. Nous avons défendu cette conviction et nous n'en avons pas aujourd'hui de regrets. Le fond est que nous sommes tournés vers l'avenir et que, pour ce qui est de l'avenir – et nous aurons l'occasion de le dire au G8, au rassemblement d'Évian – nous avons la conviction qu'il faut construire cet avenir autour des valeurs du développement avec un équilibre dans le monde, et ceci se fera avec l'appui des Américains. Il est clair que l'ensemble des grands pays du monde doivent se sentir concernés par cet équilibre que nous voulons développer pour une mondialisation humanisée.

Journaliste: Moi aussi, j'ai une question pour vous deux, mais je voulais poser en anglais aussi. Prime Minister, the Prime Minister spoke a lot about leaving behind the nostalgic aspect of the relationship between Québec and France, I'm wondering though how you do that and whether you're worried that the relationship between Québec and France would be less passionate because there is a federalist government in power. Est-ce que ça va, M. le premier ministre, ou est-ce que je répète en français? M. Raffarin: I shall try. You want...

Journaliste: Bien, moi, je vais peut-être poser la question en français. Je voudrais juste savoir, je sais que vous avez parlé de laisser la nostalgie de l'amitié entre le Québec et la France, mais comment est-ce que vous voulez procéder à bâtir la nouvelle amitié entre Québec et la France? Et est-ce que vous pensez que la relation risque d'être moins passionnée parce qu'il y a un gouvernement fédéraliste maintenant en place?]

[ M. Charest:] Vous voulez que je commence ou...

[ Journaliste: ...]

[ M. Charest:] Alors, même si le gouvernement français est fédéraliste, nous, on va être aussi passionnés qu'on l'était. D'abord, lorsque, je pense, on évoque la nostalgie, ce que nous évoquons, c'est 40 ans d'histoire dans l'histoire moderne...

[ M. Raffarin: I do love our past. I do really love our past. But we have to built the future. Et je crois vraiment qu'il est nécessaire, pour nous, aujourd'hui, de construire l'avenir. Et on construira l'avenir avec la capacité d'avoir des projets en commun. Nous avons une histoire en commun. Nous avons une sensibilité commune. Nous avons des éléments culturels qui sont communs. Mais, si on veut que cette culture, ce patrimoine commun vive et soit présent quand on fêtera le quatrième centenaire de Québec, il faut avoir construit des projets, des projets de formation, des projets de technologie, des projets d'avenir. Et ce que nous faisons ensemble aujourd'hui, c'est de construire ces projets pour faire vivre ce qu'est notre culture commune. Et nous ne voulons pas rester enfermés dans la satisfaction que nous avons évidemment d'être proches, d'être sensibles. Et, quand on nous

parle du Saint-Laurent, quand on voit les chanteurs québécois venir enflammer les foules françaises, nous nous disons: Nous avons des choses formidables ensemble. Mais ça, c'est le patrimoine des générations d'avant.

Nos générations ont à construire l'amitié entre le Québec et la France des siècles qui viennent, et pour cela, il faut bâtir des initiatives dans le domaine économique, dans le domaine social, mais aussi dans le domaine culturel, que les créateurs de nos deux pays se sentent concernés par l'amitié de ces deux peuples pour qu'on invente des projets d'avenir. C'est ça, le choix du futur. Ce n'est pas un mépris pour la nostalgie. La nostalgie est une consolation, et cette consolation... il y a un philosophe, qui n'était pas forcément de mes amis, et d'ailleurs pas très philosophe, qui s'appelait Lénine, il disait: «Toute consolation est réactionnaire». Nous sommes des gens d'avenir et nous voulons bâtir des projets pour vivre cette communauté d'amitié dans le futur. Merci.